

La chute du mur de Bruxelles.

Article rédigé par *Xavier Guilhou* , le 07 juillet 2016

« Messieurs les Anglais, tirez les premiers ! »

« Messieurs les Anglais, tirez les premiers ! » A l'aube du 24 janvier, la première salve a mis à terre les premières lignes de l'article 50 du traité de l'UE, à la grande surprise des pays européens qui ne croyaient pas que le Royaume-Uni oserait, une fois de plus. C'est méconnaître les Britanniques dont la devise de leurs unités d'élite, les fameux SAS, est, ne l'oublions pas, « Qui ose gagne ! ». L'Union européenne vient juste de perdre l'adhésion de la 5ème place financière et de la 8ème puissance au monde¹ ainsi que 15 % de son budget, anecdote de l'Histoire. En fait, nous commençons à assister avec le résultat cinglant de ce référendum à une nouvelle chute d'un mur, celui de Bruxelles !

Tout les chroniqueurs commentent les effets possibles, cherchent les causes, s'agitent autour du désarroi des politiciens de tous bords qui n'ont pour la plupart rien anticipé, persuadés que les Britanniques resteraient « raisonnables »... Bien entendu, tout est de la faute de David Cameron, de la trahison de ces vieux « égoïstes » qui ont voté contre ces pauvres jeunes « cosmopolites », de l'instrumentalisation de l'immigration par les partisans du « Leave » et bien entendu de ce monstre orwellien qu'est devenue la technocratie bruxelloise. Tous ces fautifs sont devenus en quelques heures les nouveaux boucs émissaires à sacrifier sur l'autel de l'Histoire afin d'exorciser cette « étrange défaite »² des élites européennes. Ces dernières se sont bunkerisées dans une vision uniquement économique du référendum alors que la question posée est existentielle et politique. Elles étaient tout simplement « hors sujet », une fois de plus. De fait, l'état de confusion qui transparait sur les ondes au lendemain de ce séisme démocratique révèle non seulement l'état de surprise de nos décideurs mais surtout l'absence sidérale de stratégie. Pour autant, quels que soient les constats que nous pouvons faire et les développements à venir, que signifie sur le fond ce Brexit?

De quoi s'agit-il?

En fait il n'y a rien de vraiment surprenant³. Nous ne sommes que dans la continuité de ce processus de déconstruction, auquel nous assistons passivement depuis 30 ans, de tous les protocoles qui ont permis à notre monde occidental de concentrer les facteurs de pouvoir et de puissance depuis plusieurs siècles⁴. Les cadres mis en place au fur et à mesure de tous nos accidents historiques : traités de Vienne, de Versailles et de Yalta sont désormais tous en logique de défaisance tant en termes d'autorité et de légitimité que de crédibilité. Derrière la chute du mur de Berlin, les peuples de l'Europe de l'Est, fortement soutenus par l'Ostpolitik d'Helmut Kohl et la « guerre des étoiles » de Ronald Reagan, ont provoqué la fin du communisme et la désintégration de l'URSS. Avec la chute du mur de Bruxelles, qui ne fait que commencer, les peuples de l'Europe de l'Ouest, sous la pression de la crise financière et des flux migratoires provoquent la fin de l'ultralibéralisme et la désintégration de l'Union européenne. Nous assistons juste à la mort des deux protocoles, déclinaisons de ces deux grandes idéologies de masse du siècle dernier que sont le capitalisme et le communisme, incarnées par les deux grands empires que furent les Etats-Unis et l'Union soviétique, dont la toute puissance s'est affirmée sur les cendres de nos guerres fratricides en Europe. De la même façon, nous assistons sur le Proche et Moyen-Orient à la fin des accords Sykes-Picot comme à ceux du pacte du Quincy, qui furent les avenants des traités de Versailles et de Yalta, avec en contrepartie le retour des empires centraux...

L'Union européenne, qui est née de cette stratégie d'indivision mise en place par les alliés derrière les accords de Yalta pour empêcher l'Allemagne de redevenir un empire central, ne pouvait pas survivre à la

chute du mur et à la réunification. Ce n'était qu'une question de temps. Les circuits financiers ont cru avec la chute du communisme que leurs stratégies avaient vaincu le « mal » à coup de dollars, de dettes et de bulles spéculatives. Persuadés qu'il n'y avait pas d'autre modèle viable et durable que le seul libéralisme économique, ils ont provoqué par leur vanité et leur cupidité la désintégration du modèle démocratique européen en moins de deux décennies. Le Brexit n'est que la résultante de la désanctuarisation de l'Occident au travers de la mondialisation, de l'ouverture des frontières et de la montée des flux migratoires, ainsi que des excès provoqués par les dérégulations et la financiarisation de nos économies. La chute de Lehmann Brothers peut être considérée, au même titre que le fut le retrait de l'armée soviétique d'Afghanistan en 1988, comme le second signal annonciateur de la mort de ces stratégies périphériques qui ont contenu l'Europe, certes dans l'opulence pendant 70 ans, mais dans une impuissance dangereuse et insoutenable face aux nouvelles réalités mondiales.

Contrairement aux affirmations des politiques et des éditorialistes, les peuples ne sont pas idiots. Ils peuvent avoir des intuitions salvatrices. Ce n'est pas parce qu'ils ne votent pas comme le souhaiteraient les élites au pouvoir qu'ils ne doivent pas être entendus et respectés. Le risque de dénaturer, voire de neutraliser, le peu de démocratie qui demeure encore actuellement dans nos pays n'a jamais été aussi fort tant au sein des synarchies qui contrôlent les rouages de l'Union européenne que des collectifs ou partis populistes qui surfent sur l'instabilité des convulsions politiques et sociétales que nous commençons à connaître. Nous vivons juste le début de la fin du « plus jamais ça » et le retour de l'imperium allemand sur le continent européen. Pour les Anglais, cette domination qui s'exprime en grande partie au travers des réglementations et contrôles imposés par Bruxelles, est tout simplement insoutenable sur le plan existentiel et stratégique. C'est historique et génétique : le Royaume-Uni, qui a la nostalgie de l'Empire, ne peut admettre d'être le vassal de l'Allemagne, sous prétexte d'être européen. C'est bien pour cela qu'il n'a jamais souscrit à l'Euro. Angela Merkel et surtout Wolfgang Schäuble ont parfaitement compris le message.

De fait, les Anglais préfèrent revenir aux bases du souverainisme et au vieux bilatéralisme plutôt que de se laisser enfermer dans un pseudo fédéralisme qui n'en n'est pas un. Ce n'est pas le choix des Français qui préfèrent une forme de subordination passive afin de pouvoir couvrir les chèques sans provision de leurs dirigeants qui partent toujours du principe, comme l'avait affirmé Clemenceau au moment des « réparations », que « l'Allemagne paiera ! ». Les Anglais n'ont jamais oublié que l'infantilisme politique des Français face à l'imaginaire dominant allemand a toujours mené l'Europe à la guerre. C'est pour éviter cela, pour travailler la résilience et faire émerger une nouvelle maturité politique de part et d'autre du Rhin, que le traité de l'Elysée a été conçu par les membres fondateurs de l'Union européenne. Mais c'est parce que sur le fond la substance de cette relation francoallemande s'est progressivement vidée de sa substance que le Brexit a pris cette dimension sismique, au grand étonnement des élites européennes qui vivent dans leurs bulles technocratiques et médiatiques. Ces dernières n'ont pas perçu le décrochage des opinions et les peurs séculaires des peuples qui n'ont rien oublié des convulsions fratricides de ce vieux continent et son potentiel en termes de répliques mortifères. Pourtant tout est là pour rappeler aux peuples la fragilité de leur état entre les commémorations permanentes et les bruits de bottes à seulement deux heures de nos capitales dans les Balkans, sur la Mer noire, sur les rivages de la Méditerranée ou sur la Baltique.

Quel jeu d'acteurs ?

Il est très plaisant d'observer les politiques déclamer avec beaucoup d'assurance « il nous faut une autre Europe », « il faut inventer une nouvelle Europe », « il faut de nouvelles institutions à l'Europe », comme si notre vieux continent était un sujet fini, homogène et stable. Tous ceux qui ont travaillé sur cet espace savent qu'il n'en n'est rien. Au contraire, c'est sûrement l'espace-temps le plus complexe à gérer sur le plan économique et le plus difficile à piloter sur le plan politique tant la diversité des cultures, des histoires, des peuples est dense et éclatée sur le terrain. De fait, les jeux d'acteurs ne peuvent être simplifiés en observant le seul fonctionnement de l'Union européenne qui ne reste qu'une vitrine virtuelle, les décisions se prenant ailleurs. Il suffit de fréquenter les couloirs de Bruxelles, notamment ceux de la Commission avec ses jeux de lobbies qui dominent en arrière plan chaque négociation, pour comprendre la réalité et la complexité des niveaux d'affrontements intergouvernementaux et surtout l'importance des stratégies nationales, voire régionales, dans ce maelstrom de 27 nations, dont les intérêts particuliers sont de plus en plus supérieurs aux intérêts généraux. Il suffit de suivre les confrontations au cours de ces derniers mois sur l'immigration et sur la non gestion de l'espace Schengen tant sur les rives de la Manche, les rivages de la Méditerranée que sur les marches des pays du groupe de Visegrad, pour avoir une illustration souvent consternante de ces réalités... L'Allemagne n'est pas la dernière à montrer l'exemple sur ces sujets avec sa stratégie unilatérale

et sans concessions qui va bien au-delà la question de l'encadrement des déficits budgétaires et les politiques d'austérité tant décriés notamment par les Français...

Dans ce jeu d'acteurs, le Royaume-Uni est maître de l'agenda et piège le vieux continent. Puisqu'il souhaite redevenir souverain, il n'a pas d'autres choix que de privilégier en premier lieu sa stabilité politique interne et de contenir les pulsions de séparatismes manifestées par l'Ecosse et l'Irlande du nord. L'UE attendra que les partis anglais aient d'abord redéfini leur mode de fonctionnement et que le pays puisse retrouver sa robustesse légendaire. Contrairement à ce que pensent les chroniqueurs, le Royaume-Uni est en position de force. L'Allemagne n'a pas d'autre choix que de patienter, la France n'a pas d'autre issue que de s'agiter, l'Italie n'a pas d'autre voie que de se préparer à une crise majeure. Ces trois pays fondateurs sont de plus contraints par leurs propres agendas électoraux avec des dirigeants qui sont en perte de crédibilité et de légitimité tant au sein de leurs majorités que vis-à-vis de leurs électeurs. Ils ne peuvent même pas bénéficier du support de leur principal allié qui est lui-même engagé dans une bataille électorale peu banale pour la fin 2016 avec le duel Trump / Clinton. Ces convergences d'agendas électoraux ne peuvent que faire le jeu des Anglais !

En marge de ces jeux de majors, les « petits pays » peuvent surprendre à l'instar de ce qui s'est passé lors de la chute du mur de Berlin. N'oublions pas qu'au-delà la dissolution de la RDA, il y a eu la décomposition de la Tchécoslovaquie en deux pays, la sortie très rapide de la Hongrie du PAVA, puis des pays baltes, ainsi que l'implosion de l'ex Yougoslavie, le tout en quelques mois... Beaucoup pensent que cet effet domino n'est pas possible au sein de l'UE, que la comparaison n'est pas transposable à l'onde de choc du Brexit et que finalement les conséquences seront mieux contenues et maîtrisées car l'Europe est beaucoup plus puissante économiquement que ne l'était l'URSS... Pourquoi pas, les Soviétiques raisonnaient de la même façon, ils étaient persuadés que l'Armée rouge était toute puissante et que personne ne pourrait la défier sur leur espace vital. Au moment de la chute du mur, les dirigeants se sont réunis pour tenter de montrer un front uni, mais ils sont restés atones, contemplant le jeu de domino qui se déroulait sous leurs yeux impuissants. De même, ils ont vu émerger des dirigeants qui étaient inconnus. Il serait peut-être intéressant et prudent de suivre ce que vont faire des pays comme les Pays-Bas, l'Espagne toujours ingouvernable avec un risque de fractalisation régionale, et de façon peut-être inattendue, les pays du groupe de Visegrad ainsi que les pays de la Baltique qui ne partagent absolument pas les postures dominatrices des majors de cette crise. N'oublions pas par ailleurs que la Grèce reste en embuscade et qu'elle pourrait de nouveau relancer une sortie de l'Euro, voire de l'UE, du fait de l'intransigeance de ses créanciers, le passage des échéances de juin ayant été de nouveau très critique...

Enfin, ne perdons pas de vue, au-delà les jeux internes au sein de l'UE, ce qui se joue sur la périphérie de l'Europe. Le Brexit ne peut que favoriser les postures d'affirmation des puissances centrales sur la Méditerranée orientale (Russie, Turquie, Iran), surtout avec le repositionnement américain, engagé par l'administration Obama, qui est en cours sur le Proche et Moyen orient⁵. Il ne peut que donner également des idées aux Asiatiques (Chine, Japon, Corée) afin de récupérer au moindre coût nos actifs ou territoires stratégiques fragilisés par les divisions. Nous pouvons leur faire confiance pour savoir utiliser les fenêtres d'opportunité générées par notre absence de stratégie, nos indécisions et notre impuissance. Il suffit de suivre les réunions qui se succèdent à Bruxelles avec désormais les 28 moins un de l'UE pour se rappeler cette phrase de Sénèque résumant ainsi l'effondrement de l'empire romain : « Le Sénat se réunissait mais ne décidait plus ». Les marchés ne s'y trompent pas avec l'équivalent de deux fois la valeur du PIB français détruit en 48h et l'intervention massive des banques centrales, d'autant que le Brexit rouvre le dossier d'une nouvelle crise bancaire mondiale avec en arrière-plan la question de l'état des dettes souveraines et des « shadow banking »⁶ qui pourraient s'avérer beaucoup plus critique qu'en 2008... Mais nos dirigeants n'y croient pas, à l'instar des dirigeants communistes qui ont mis du temps à comprendre que l'URSS était morte avec la chute du mur de Berlin... Il a fallu 20 ans aux Russes pour l'admettre tant les croyances étaient ancrées dans leurs cerveaux... Il est possible qu'il faudra de nouveau l'espace d'une génération pour amortir les effets de nos propres croyances qui placent les vertus du couple croissance / dette au-dessus de tous les référentiels de vie.

Où sont les pièges ?

Le premier serait d'imaginer que les Anglais vont revenir sur leur décision, qu'ils rejoindront la rationalité des technocrates bruxellois et qu'ils feront plaisir à nos politiciens afin que ces derniers puissent brandir

cette victoire à la Pyrrhus pour tenter de se faire réélire en 2017. Les Anglais ne sont pas aussi irrationnels qu'ils le laissent paraître au travers de leurs débats et postures extravagantes vis-à-vis des peuples de notre vieux continent. Tout choix commence par un renoncement. Il faut parfois savoir perdre pour mieux gagner. Désormais, pour retrouver un peu de souveraineté il y a un coût à payer. Jadis, il fallait passer par une guerre, aujourd'hui il faut juste savoir divorcer entre Etats au bon moment et avec un bon « disagio »⁷. Nous pouvons faire confiance à la perfide Albion pour savoir gérer ses intérêts. Elle l'a fait récemment à Hong Kong face à la Chine, elle devrait pouvoir le faire face à l'Allemagne.

Le second serait de sous-estimer les effets dominos, collatéraux et la rapidité des effets en chaîne produits par cette crise. Lors de la chute du mur de Berlin tout le monde a été surpris par la pression des peuples pour aller vers plus de liberté et pour fuir le communisme. Il se peut que le mouvement engagé par le Brexit réveille de nouveau une forte aspiration vers plus de liberté et pour un rejet massif de l'enfermement orwellien imposé par les marchés et les technostructures ultralibérales de Bruxelles. Les signaux faibles sont présents dans tous les pays européens et il suffit de très peu de choses pour que des vagues de fond se révèlent. Après, personne ne peut augurer de ce qu'elles pourront produire. Dans les années 90, elles ont été canalisées par un Helmut Kohl visionnaire au travers l'Ostpolitik et par la reconstruction qui avait été anticipée. Actuellement, personne ne peut affirmer qu'il y a réellement une vision et un pilotage de la crise, du moins pour le moment, les Allemands restant toujours très secrets et prudents sur leurs stratégies moyen / long terme.

La troisième serait de surestimer la robustesse de nos sociétés face à cette implosion du système européen. Nos gouvernances sont faibles, très faibles. Nos systèmes bancaires sont très vulnérables malgré toutes les précautions prises pour ne pas réitérer les frayeurs de 2008. Des pans entiers de notre patrimoine économique, notamment en France du fait de notre perte de compétitivité, sont « ramassés » chaque semaine par des investisseurs étrangers. Par ailleurs, les pressions sécuritaires et migratoires au sein de nos sociétés sont de plus en plus vécues comme insupportables par les populations qui ont compris que leurs espaces-temps étaient désormais totalement désanctuarisés. Le Brexit, au-delà l'éclatement de l'Union européenne, pourrait très bien générer des convulsions internes au sein de nos pays, le Royaume-Uni n'étant pas exempt de ce type de pulsions avec les séparatismes écossais et notamment irlandais, qui a alimenté encore très récemment une guerre civile très meurtrière. L'Europe a déjà connu maintes fois ce type de scénario où avant de s'affronter entre pays, les effondrements sur les champs de conviction se sont d'abord traduits par des guerres civiles dramatiques. Tous nos traités, de Westphalie à Yalta, n'ont eu de cesse d'essayer d'apaiser nos divisions et pulsions fratricides⁸. N'oublions pas que tous ces artifices juridiques sont très fragiles et que tous les demi-siècles ils ont été pulvérisés par les nationalismes et les totalitarismes de toute sorte chaque fois que la lâcheté l'a emporté sur la lucidité et le courage.

Qui peut faire quoi ?

Tout le monde a bien compris que derrière les résultats du Brexit sonnait le clairon annonçant la mort du « plus jamais ça ». Angela Merkel l'a rappelé en premier dès l'annonce des résultats, consciente de la responsabilité qui pèse sur ses épaules. L'Anglais a certes ouvert la boîte de Pandore, mais qui pouvait le faire mieux que lui ? Il a dans ses gènes cette culture de l'audace et du risque qui le caractérise. Perdre ne lui fait pas peur, c'est juste une question de survie et de dignité... Le Français, malade de l'Europe, comme d'habitude va essayer de jouer toutes les combinaisons et alignements possibles, non pas pour tenter de sauver l'UE dont il se moque, mais pour sauver les élections présidentielles à venir... Il a tout à perdre et constitue indéniablement le maillon faible du dispositif. Sa seule tactique est de prendre tout le monde en otage en jouant médiatiquement la victime idéale afin d'éviter d'être le prochain sur la liste⁹. Dans cette perspective, plutôt que discourir sur un éventuel « Frexit », il devrait surveiller de près Wolfgang Schäuble qui ne supporte plus notre incapacité à réformer le pays....

Quant à l'Allemagne, elle a de nouveau toutes les cartes en main, comme lors de la chute du mur. Aujourd'hui les dirigeants allemands sont face à une nouvelle échéance stratégique avec la mise en échec de cet ultralibéralisme qui a pris les commandes du fonctionnement de notre coexistence européenne. Sauront-ils et auront-ils le temps de mettre en œuvre une stratégie d'apaisement et de reconfiguration politique des institutions et du fonctionnement européen ou seront-ils ceux qui annonceront, comme Gorbatchev et Eltsine pour le communisme, l'acte de décès du rêve européen ? Angela Merkel finira peut-être paradoxalement comme son homologue russe avec un prix Nobel de la paix tout en ayant contribué

à rouvrir la boîte de Pandore des convulsions fratricides européennes. Tout repose sur ses épaules, l'Europe étant désormais plus allemande qu'européenne. Dans ce contexte, les Anglais n'ont fait que remettre à l'ordre du jour les vieilles questions de souveraineté et de gouvernance posées depuis 1870 et qui n'ont jamais été véritablement réglées sur le fond. Telle est la morale du Brexit : il ne s'agit que d'un simple retour à la case départ pour tout le monde ! Les masques tombent, l'Histoire toujours tragique frappe de nouveau à nos portes.

1 Le Royaume-Uni avec un PIB de 3 000 milliards en 2016 est classé à la 8ème position en termes de parité de pouvoir d'achat et à la 5ème position en termes de PIB nominal, soit un PIN par habitant de 47 200 \$. Cf. <http://www.lemoci.com/fiche-pays/royaume-uni>

2 Relire à cet effet « L'étrange défaite » de Marc Bloch

3 Cf. Edito de Xavier Guilhou – septembre 2015 « L'Europe est morte... Vive l'Europe ! »

[http://www.xavierguilhou.com/Clients/Guilhou/site_xavier.nsf/Libs/PDF.img/\\$FILE/L-Europe-est-morte.pdf](http://www.xavierguilhou.com/Clients/Guilhou/site_xavier.nsf/Libs/PDF.img/$FILE/L-Europe-est-morte.pdf)

4 Cf. « Qu'est-ce qui nous arrive ? Peut-on encore choisir notre avenir ? » Réflexions à plusieurs mains avec et sous la direction de Mac Halévy. Editions Laurence Massaro juin 2016

5 Edito Xavier Guilhou : « Grèce, Ukraine, terrorisme, ils n'oseront pas » fév. 2015

[http://www.xavierguilhou.com/Clients/Guilhou/site_xavier.nsf/Libs/PDF.img/\\$FILE/Ils%20n%20oseront%20pas.pdf](http://www.xavierguilhou.com/Clients/Guilhou/site_xavier.nsf/Libs/PDF.img/$FILE/Ils%20n%20oseront%20pas.pdf)

6 La finance de l'ombre ou shadow banking, finance fantôme ou encore système bancaire parallèle, désigne l'ensemble des activités et des acteurs contribuant au financement non bancaire de l'économie.

<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2015/08/25/20002-20150825ARTFIG00105-shadow-banking-toutcomprendre-sur-la-finance-de->

7 Disagio : terme d'origine italienne, utilisé dans le monde du trading, et désignant la différence pouvant exister entre la valeur nominale d'un bien, et sa valeur réelle.

8 Cf. Henri Kissinger. « L'Ordre du monde »,

9 Cf. édito de Xavier Guilhou « Prises d'otage...ou archaïsmes suicidaires » juin 2016

[http://www.xavierguilhou.com/Clients/Guilhou/site_xavier.nsf/Libs/PDF.img/\\$FILE/Prises-otages-ouarchaismes-suicidaires.pdf](http://www.xavierguilhou.com/Clients/Guilhou/site_xavier.nsf/Libs/PDF.img/$FILE/Prises-otages-ouarchaismes-suicidaires.pdf)